

L'interdépendance de la démocratie et de la cohésion sociale

Renforcer la représentation et la participation démocratique
par le dialogue social et l'engagement civique

7ème Forum pour l'avenir de la démocratie
(Limassol, 13-14 octobre 2011)

Pourquoi, Quoi, comment,
et ensuite ?

Pourquoi ?

Vingt ans après la fin de la guerre froide, le Conseil de l'Europe est le symbole d'une unité paneuropéenne sans précédent, fondée sur les valeurs communes de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. Cela étant, l'Organisation et ses membres sont parfaitement conscients que la démocratie ne cesse d'être mise à l'épreuve en Europe. Le Forum pour l'avenir de la démocratie a été créé pour engager nos sociétés dans une analyse collective et intersectorielle de l'état de la démocratie sur le continent, dans le but de conforter et de développer plus avant des institutions, processus et pratiques démocratiques efficaces, qui soient à même de répondre aux enjeux contemporains.

Les gouvernements démocratiquement élus doivent être à la hauteur de leurs engagements concernant les droits et les besoins des citoyens, faute de quoi ils risquent de perdre leur légitimité et le soutien de la population. Ils doivent pour cela garantir les libertés fondamentales tout en favorisant le développement durable de l'économie et des collectivités, la cohésion sociale et l'éducation. Pour ce faire, il leur faut respecter, promouvoir et pratiquer la gouvernance démocratique. Il leur faut en outre la fonder sur un ensemble de principes clairs et fermes s'ils veulent établir et pérenniser la sécurité douce (« soft security ») à même d'instaurer durablement la paix et le progrès socio-économique aux niveaux national et international.

Quoi ?

Le Forum de Chypre se penchera, dans une perspective politique, sur la question de l'interdépendance entre la démocratie et la cohésion sociale. Il examinera les grandes tendances et les principaux enjeux qui influent sur le renforcement des liens entre la démocratie et la cohésion sociale.

Le Conseil de l'Europe définit la cohésion sociale comme « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres en réduisant les disparités au minimum et en évitant la marginalisation ». De plus, « [l]a cohésion sociale est un processus dynamique et une condition indispensable à la justice sociale, à la sécurité démocratique et au développement durable. Des sociétés divisées et inégalitaires sont non seulement injustes, mais elles ne peuvent pas garantir la stabilité à long terme »¹.

Pour le Conseil de l'Europe, la cohésion sociale est indispensable à la réalisation des trois valeurs fondamentales de l'Organisation : les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. La mondialisation et d'autres évolutions mettent à l'épreuve et affaiblissent les liens humains de solidarité et de responsabilité partagée. L'émergence d'une société fragmentée, où les inégalités se creusent et où un nombre croissant de personnes sont réduites à vivre en marge de la société, constitue l'un des principaux défis à la cohésion sociale en Europe.

Les solutions consistent à renforcer la responsabilité des parties prenantes et à donner aux individus les moyens de s'engager activement dans les processus démocratiques participatifs. Ces approches permettent d'élargir le champ de la démocratie et contribuent à (re)légitimer le mandat des élus.

Comment ?

En 2011, le Forum pour l'avenir de la démocratie sera consacré au lien étroit existant entre la démocratie et la cohésion sociale, en adoptant une approche plutôt politique que technique à l'étude de cette question.

Les réflexions du Forum s'inspireront également des résultats du récent rapport du

¹ Nouvelle stratégie et plan d'action du Conseil de l'Europe pour la cohésion sociale, approuvés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 7 juillet 2010.

Groupe d'éminentes personnalités sur le thème «Vivre ensemble – Concilier la diversité et la liberté dans l'Europe du XXIe siècle»², qui évalue la gravité des risques auxquelles la société est confrontée, identifie leurs sources et fait une série de propositions en matière de « vivre ensemble » dans les sociétés européennes ouvertes.

Vu l'approche transversale adoptée par le Forum, beaucoup de questions directement liées à la cohésion sociale seront traitées dans le cadre de plusieurs séances plénières et séances de travail : dialogue interculturel et intégration des migrants, difficultés spécifiques rencontrées par les jeunes en Europe, enjeux intergénérationnels et approches fondées sur le cycle de vie, nouveaux concepts de gouvernance par le partenariat et le dialogue. Outre la présentation d'exemples de bonnes pratiques, il est envisagé d'organiser des sondages délibératifs au cours de la session.

Aux fins d'analyse dans le cadre du Forum, les discussions sur l'interdépendance entre la démocratie et la cohésion sociale seront réparties en deux sous-thèmes, examiné chacun lors de 2 séances de travail séparées l'après-midi du premier jour et le matin du deuxième jour :

Sous-thème 1 : Autonomisation et participation : facteurs clés de la démocratie et de la cohésion sociale

1A. Promouvoir et permettre un large engagement démocratique par l'autonomisation de tous les membres de la société

1B. Favoriser le dialogue civique et la solidarité sociale pour le bien-être de tous

Sous-thème 2 : Institutions démocratiques, citoyenneté active et cohésion sociale

2A. Créer et améliorer les processus permettant la participation de tous les membres de la société

2B. Créer et améliorer les structures permettant d'évoluer vers des sociétés démocratiques durables et cohésives

A la lumière de la poussée vers la démocratie qui se manifeste actuellement au sud et à l'est de la Méditerranée, il est envisagé d'impliquer ces pays dans le Forum cette année, aussi bien en tant que participants que dans l'optique d'élargir le débat afin d'englober leurs aspirations et leur expérience en matière de construction de la démocratie et de renforcement de la cohésion sociale.

et ensuite ?

² Le Groupe a à sa tête le Ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer : <http://book.coe.int/ftp/3667.pdf>.

Les résultats du Forum de Chypre viendront nourrir la session 2012 et contribueront à la formulation de recommandations pour la poursuite des activités du Conseil de l'Europe et des autres partenaires dans les domaines de la démocratie et de la cohésion sociale.

Qui ?

Le Forum offre un cadre inclusif dans lequel des idées et des réflexions innovantes sur la gouvernance démocratique prennent forme et sont largement débattues dans une perspective transversale. Le processus du Forum associe les gouvernements, les parlements, les collectivités locales et régionales, la société civile ainsi que des instances internationales et des universitaires.

Les participants du Forum de Erevan sont les représentants dûment invités des gouvernements, parlements et pouvoirs locaux désignés par les Etats membres et observateurs du Conseil de l'Europe. Le Forum est également ouvert aux ONG, instances et organisations internationales, *think tanks* et universitaires ayant reçu une invitation officielle du Conseil de l'Europe.

et Après ?

Les résultats du forum contribuent à la formulation de priorités et de politiques aux niveaux national et européen, participant ainsi au renforcement du pilier « démocratie » du Conseil de l'Europe.

Le Forum d'Erevan a pour objectif de proposer, dans la perspective de l'après 2010, des orientations sur la façon dont le Conseil de l'Europe pourrait contribuer à améliorer la bonne gouvernance démocratique dans ses Etats membres. Pour cela, il devrait produire :

- une liste indicative d'outils stratégiques fondés sur l'acquis sur les principes de la démocratie, ayant vocation à servir de base et d'ossature à de nouveaux travaux du Forum au cours des prochaines années ;
- une feuille de route pour la phase suivante du processus du Forum, proposant des sujets – notamment transversaux – qui pourraient être abordés lors des réunions thématiques intermédiaires, afin d'alimenter la réflexion de la prochaine session plénière du Forum.

Dans la perspective de l'après 2010, le Forum pourrait se consacrer à façonner la démocratie à partir d'un ensemble d'orientations dérivées des principes communs sur la démocratie, dans un contexte où la gouvernance démocratique ne cesse d'évoluer. Grâce à des approches sectorielles et – de plus en plus – intersectorielles, ces orientations faciliteraient la comparaison et l'analyse des grands problèmes que rencontrent les acteurs politiques et les sociétés et, partant, l'élaboration de solutions innovantes aux niveaux national et européen.